



THE ADECCO GROUP

The background of the cover features a silhouette of a woman in a dress standing in a field of tall grass, holding several large, colorful balloons (orange, red, and yellow) against a blue and green sky. The word 'RSE' is prominently displayed in the center in a large, bold, black font, overlaid on a large, light blue, stylized '300' graphic.

RSE

Non-discrimination / Diversité / Insertion / Handicap / Management de la
RSE / Trajectoire professionnelle / Santé et sécurité au travail /
Environnement / Mécénat /

Juin 2018



THE ADECCO GROUP

Eddito

Parties prenantes et parti pris (2/2)



Je vous parlais déjà le mois dernier de dialogue avec les parties prenantes. Les entreprises avancées en RSE y ont régulièrement recours comme levier de gouvernance sociale & environnementale, pour les autres c'est un excellent moyen de travailler leurs priorités en écoutant lesdites parties prenantes (salariés, clients, pouvoirs publics, fournisseurs, associations, anciens salariés, société civile, etc.).

Cet exercice vient alimenter la « matrice de matérialité », jargon RSE qui fait figure de passage obligé, pour prioriser les enjeux de responsabilité sociale et environnementale, et visualiser ainsi les forces et faiblesses (importance / performance).

En amont d'un rendez-vous, faites l'essai d'aller regarder la matrice de matérialité de l'entreprise rencontrée : vous y verrez les priorités stratégiques et pourrez parler du cœur de métier,

des transformations en cours, et créer du lien sur ces sujets de fond !

The Adecco Group sollicitera donc ses parties prenantes fin août à travers une enquête ouverte en ligne, ce travail servira de base à une stratégie RSE mise à jour pour les prochaines années. Au-delà de cet exercice spécifique de grande ampleur, nous aurons à cœur de maintenir le dialogue avec les outils existants, le développement de nouveaux outils digitaux mais aussi le maintien voire le renforcement du contact direct. En effet, la relation interpersonnelle directe reste un des meilleurs moyens de pouvoir écouter et intégrer des remarques constructives. Merci par avance pour vos contributions et rendez-vous après une pause estivale bien méritée !

Bruce Roch, Directeur RSE

Non-discrimination

Veille

Les offres d'emploi contiennent souvent des préjugés inconscients

Les offres d'emploi foisonnent de préjugés inconscients et peuvent décourager certains candidats et candidates à postuler à une annonce. Une description de poste peut largement orienter le genre, l'âge ou l'origine sociale des candidats en s'adressant de manière implicite à une catégorie de profil. En effet, certains mots sont associés à des préjugés et peuvent ainsi posséder un caractère discriminant. Par exemple, une étude a montré que les femmes ont moins tendance que les hommes à postuler à une annonce mentionnant le verbe « diriger » (comme « diriger une équipe ») alors que si on le remplace par « construire », les réponses sont différentes.

Ce problème est notamment très présent dans les secteurs où les employeurs rencontrent des difficultés à recruter des femmes. Le choix des mots devient crucial pour ne pas éloigner certains publics et se priver de candidats talentueux. Se passer de cette diversité représenterait un risque pour l'entreprise. Mieux vaut donc peser ses mots...

En savoir +



Diversité

Veille

Qu'est-ce qu'une culture inclusive en entreprise ?

L'exemple de Pfizer est idéal pour répondre à cette question. Au-delà de la signature de la Charte de la diversité en entreprise pour formaliser son engagement à lutter contre toute forme de discrimination, le laboratoire pharmaceutique a mis en place une politique diversité fondée sur des actions concrètes concernant plusieurs problématiques comme l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ou le sujet « handicap et maladies chroniques et de longue durée ». Un groupe de travail est également dédié à la création d'un environnement inclusif pour la communauté LGBT.

Formation des managers, rattrapages salariaux, prise en compte de la parentalité, partenariats avec des associations telles que Cancer@Work, etc. voici autant de mesures qui assurent le succès de cette politique inclusive. Un axe de progrès, même si les femmes sont plutôt bien représentées au Comité de Direction, certaines fonctions de managers intermédiaires terrain restent majoritairement occupées par des hommes. Parmi les indicateurs mesurables, le taux d'emploi des personnes en situation de handicap atteint 6,67% des effectifs totaux.

En savoir +



Insertion

Vu chez nous

L'industrie comme tremplin à la reconversion professionnelle de femmes : Renault Sandouville joue le jeu

Dans le cadre d'un dispositif d'insertion sociale et de reconversion professionnelle, Jean-Philippe Billai, directeur de l'usine Renault de Sandouville, a prit part à la remise de diplômes CQPM-EAPI (Certificat de qualification paritaire de la métallurgie - équipier autonome de production industrielle). Ce diplôme a été décroché par douze femmes de la région du Havre, éloignées du marché du travail depuis parfois plusieurs mois. Cette initiative de féminisation de postes traditionnellement masculins s'inscrit dans la démarche de Responsabilité Sociétale (RSE) de Renault.

L'usine de Sandouville a passé récemment le cap des 400 000 fourgons Trafic assemblés depuis l'été 2014. Avec ce développement, elle s'est associée à Humando Insertion et l' Afpi (centre de formation adossé à l'Union des industries et des métiers de la métallurgie) pour la région du Havre, pour poursuivre ses objectifs de féminisation de postes dans le secteur industriel automobile et d'insertion par l'activité économique. « L'insertion est une longue histoire à Sandouville puisqu'elle a démarré en 1998 », souligne Barbara Delobette, directrice locale d'Humando. Renault Sandouville accueille actuellement une nouvelle promotion de femmes désireuses, elles aussi, de rebondir dans l'industrie.

En savoir +



Handicap

Veille

Travailleurs handicapés : l'obligation d'emploi ne suffit plus

Alors que le gouvernement planche sur une réforme de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH), Estelle Nicolas, doctorante en sciences de gestion, tente de comprendre ce qui peut pousser les organisations à s'engager qualitativement en faveur du handicap.

Malgré l'obligation légale actuelle de 6% de salariés handicapés dans l'effectif d'une entreprise, on déplore un taux d'emploi direct moyen de 3,8% en France, et encore plus faible dans le public (3,7%). Dans ce contexte, « les employeurs engagés sont convaincus au-delà de toute incitation légale ». Pour les autres, l'engagement a certes été incité par la loi mais sans politique dédiée, laissant la question de l'intégration à des initiatives internes. Pour autant, le gouvernement préconise de conserver le taux légal de 6 % de travailleuses et travailleurs handicapés. D'autres mesures sont envisageables, comme un système de bonus-malus pour récompenser les bonnes pratiques. La durée de vie des accords collectifs sur le handicap sera également limitée à 6 ans, mesure censée redynamiser les politiques handicap en entreprise. Enfin, un enjeu important souligné par la chercheuse reste la santé et la sécurité des collaborateurs, car la plupart des salariés porteurs de handicap ne naissent pas ainsi mais le deviennent. Et beaucoup le sont justement à cause de mauvaises conditions de travail. La prévention reste ainsi le premier réflexe à adopter.

En savoir +



Management de la RSE

Actualité



Coup d'envoi pour le kit de sensibilisation au risque numérique

La plateforme gouvernementale www.cybermalveillance.gouv.fr a présenté récemment son premier kit de sensibilisation sur la sécurité numérique. Un premier volet pour un kit qui vise à être largement diffusé dans les entreprises, afin de former les utilisateurs face au risque numérique. L'enjeu est de diffuser les bonnes pratiques en matière de sécurité de l'information, notamment auprès des entreprises de tailles modestes. Ces dernières n'ont pas nécessairement les moyens ni les ressources pour appréhender de manière efficace ce risque de plus en plus présent. Plusieurs fiches sensibilisent ainsi les collaborateurs sur des grands thèmes : phishing, gestion des mots de passe, sécurité des appareils mobiles et séparation des usages privés et professionnels. Ce kit n'apportera pas de réelle plus-value aux experts en sécurité de l'information dont sont dotées les plus grandes entreprises mais son but est de toucher un public plus large et de permettre aux entreprises de toutes tailles de sensibiliser leurs employés à ces risques.

En savoir +

Veille

RSE et Gouvernance : Panorama des acteurs de la transformation

A l'heure de la loi PACTE (pour Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises), l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (Orse) et le cabinet Des Enjeux et des Hommes ont conduit une enquête pour faire le bilan du rôle que joue la RSE dans la transformation de l'entreprise. Sur la base d'un sondage auprès de 250 professionnels du secteur, de plus de 50 entretiens individuels auprès de différentes organisations (responsables RSE de grandes entreprises, d'ETI, et de PME, PDG de PME, représentants de fédérations professionnelles et d'organisations syndicales) et de l'analyse des documents de référence des entreprises du CAC 40 publiés en 2018, cette enquête d'envergure fait le point sur les acteurs qui se mobilisent au sein de l'entreprise. Cette étude comporte trois parties téléchargeables sur les fonctions RSE, le rôle des instance de gouvernance et les acteurs de terrain.



En savoir +

Management de la RSE

Veille

Protection des données personnelles : que contient la loi du 20 juin 2018 ?

La loi relative à la protection des données personnelles a été promulguée le 20 juin 2018. Elle adapte la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978 au "paquet européen de protection des données".

Ce paquet comprend le règlement général sur la protection des données (RGPD), un règlement du 27 avril 2016 directement applicable dans tous les pays européens au 25 mai 2018 ainsi qu'une directive datée du même jour sur les fichiers en matière pénale, dite directive "police". Cette loi comprend :

- L'adaptation du rôle de la CNIL et de ses pouvoirs de contrôle et de sanction
- L'élargissement des données sensibles
- Les marges de manœuvre permises par le RGPD
- La transposition de la directive « police »

En savoir +



Trajectoire professionnelle

Actualité

L'apprentissage au cœur de la réforme de l'avenir professionnel

Une des mesures phares de la loi "Avenir professionnel" est la réforme du système d'apprentissage. L'objectif est d'inciter les lycéens et étudiants à suivre ce type de parcours et de mieux les relier au monde professionnel.

Améliorer la communication dans les lieux d'enseignement, augmenter la rémunération des apprentis, leur proposer une aide financière pour passer le permis de conduire, etc. autant de mesures qui devraient permettre d'attirer plus de jeunes vers les filières d'alternance.

L'entreprise qui emploie est aussi au cœur de la réforme. Une simplification administrative est attendu comme la création d'une contribution unique à la formation professionnelle et l'apprentissage. De plus, l'allongement de l'âge limite ainsi que la possibilité de proposer des contrats de plus de 35 heures, pour mieux répondre aux besoins des employeurs dans certains secteurs fait partie des mesures incitatives.

En savoir +



Santé et sécurité au travail

Veille

La prévention, championne de la formation chez les artisans du BTP

La santé et la sécurité au travail arrivent en tête des formations suivies par les actifs de l'artisanat dans la construction en 2016, selon une étude. Cette étude a été menée par la Capeb, l'OPPBTP, la Chambre nationale de l'artisanat, des travaux publics et paysagistes (CNATP) et l'Institut de recherche et d'innovation sur la santé et la sécurité au travail (IRIS-ST).

Les formations concernent majoritairement la conduite d'engins, le travail en hauteur mais, aussi, le secourisme et l'électricité. Les entreprises artisanales du BTP ont concentré, en 2016, la majeure partie de leurs efforts de formation sur la prévention (49 %, contre 41 % en 2015). A la deuxième place du podium : les formations techniques (38 %), devant celles portant sur la gestion (13 %).

Mais, alors que les manutentions manuelles et les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) représentent les 1ères causes d'accidents, seules 1% des formations sont consacrées à ces thématiques...

En savoir +



Santé et sécurité au travail

Veille

70 % de cyclistes en plus dans les entreprises qui offrent une indemnité kilométrique vélo

C'est bon pour la planète, pour la santé et le portefeuille du salarié et pour l'entreprise. Se rendre au travail en vélo n'a décidément que des bénéfices, d'autant plus si votre employeur a mis en place l'indemnité kilométrique vélo (IKV) qui rémunère chaque coup de pédale.

Deux ans après sa mise en place, les salariés cyclistes ont augmenté de 70 % et les arrêts maladie ont baissé de 15 %. L'IKV est actuellement mis en place – de façon volontaire – dans 121 structures et compte 7 450 bénéficiaires.

Parmi elles, il y a la fondation WWF, la brasserie Galia, Orange ou encore L'Oréal. D'ici 2025, le gouvernement s'est fixé comme objectif de multiplier par 4 la part modale vélo. L'indemnité kilométrique vélo, à raison de 0,25€ par km parcouru, peut en ce sens être un levier intéressant, même si elle se limite aujourd'hui à un montant maximum de 200 € exonéré de cotisations sociales.

En savoir +



Environnement

Actualité



Pollution lumineuse : les commerces doivent éteindre leurs lumières la nuit

En 2012 déjà, un décret obligeait les commerces à éteindre leurs enseignes entre 1 heure et 6 heures du matin, une mesure censée lutter contre la pollution lumineuse. Pourtant, c'est seulement à compter du 1er juillet 2018 que ce décret a été concrètement appliqué. Si l'on peut regretter l'absence de véritable contrôle et la lente mise en place de cette mesure, il faut se réjouir de la voir désormais imposée pour de bon. En effet, la pollution lumineuse, souvent moins évoquée que la pollution de l'air, alors qu'elle représente un risque conséquent pour la biodiversité. Elle perturbe la chaîne alimentaire, les migrations et les cycles de reproduction des espèces. Cette mesure permet également une économie d'énergie conséquente et devrait en théorie s'appliquer aux immeubles de bureaux. En théorie, car aucun contrôle n'est réellement mené et aucune sanction n'est envisagée.

En savoir +

Actualité

15% de bio en 2022 : le gouvernement présente son plan

Le plan Ambition bio 2022 a pour ambition le développement de l'offre de produits issus de l'agriculture biologique et la structuration des filières de l'amont à l'aval. Il vise également le renforcement de la recherche, la formation des acteurs, l'adaptation de la réglementation et l'impulsion d'une dynamique de conversion vers le bio dans les départements d'Outre-mer. Grâce au plan Ambition bio 2022, le gouvernement veut atteindre d'ici 2022, 15% de surface agricole utile cultivée en bio et 20% de produits bio dans la restauration collective.

Le ministère promet également « à compter de 2020, un apport de 50 millions d'euros par an par la redevance pour pollutions diffuses (RPD) », cette redevance financera en partie le plan Ambition bio 2022.

Ce plan sera mise en œuvre par un comité de pilotage réunissant toute les parties prenantes.

En savoir +



Environnement

Actualité



Constitution: La préservation de l'environnement et de la biodiversité inscrits dans le premier article

Cette mesure symbolique avait été annoncée par Nicolas Hulot le 20 juin dernier. Cette fois, c'est bon : la préservation de l'environnement et de la diversité biologique ainsi que l'action contre le changement climatique sont inscrits dans le premier article de la Constitution. Les députés ont voté dans le cadre du projet de révision de la Constitution, examiné le 27 juin dernier.

Cet amendement du rapporteur général LREM Richard Ferrand devra être revoté lors de l'examen du texte en séance à partir du 10 juillet. Il stipule dans l'article 1er de la Constitution que la France « agit pour la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et contre les changements climatiques ».

En savoir +

Veille

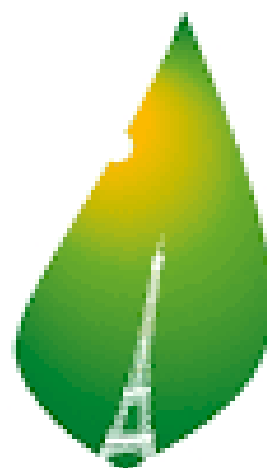
limiter le réchauffement à 1,5°C ferait gagner 20 000 milliards de dollars à l'économie mondiale

Il est toujours délicat d'évaluer les conséquences économiques du changement climatique, que ce soit pour mesurer le coût de l'action ou de l'inaction.

Dans une étude publiée dans la revue Nature, des chercheurs américains ont tenté d'évaluer les effets sur l'économie mondiale de l'application des accords de Paris (limiter le réchauffement à 1,5°C d'ici la fin du siècle).

Les résultats de cette étude montre que 90 % de la population mondiale serait gagnante si le réchauffement se limitait à 1,5°C, plutôt qu'à 2°C. Mieux encore, cela générerait 20 000 milliards de dollars de gains économiques cumulés jusqu'en 2100. A contrario, une hausse des températures accroîtrait la fréquence des événements climatiques extrêmes et donc leur coût.

Cette évaluation qui va dans le même sens que les précédentes, notamment le rapport Stern de 2006, inquiète tout particulièrement le secteur des banques et de l'assurance.



En savoir +

Mécénat

Veille



Mécénat de compétences pour les seniors, la retraite en douceur

Le mécénat de compétences pour les employés en fin de carrière est encore peu prisé par les petites structures, mais suscite un engouement croissant de la part des grandes entreprises. C'est un moyen efficace pour valoriser les compétences et l'image de l'entreprise mais aussi une façon d'accompagner en douceur des salariés qui s'apprêtent à partir à la retraite.

En parallèle, les associations sollicitent de plus en plus le secteur privé pour professionnaliser leurs activités. C'est donc l'occasion pour nombre de grandes entreprises de proposer des missions de mécénat diversifiées et épanouissantes, souvent plus longues que la moyenne, tout en réduisant le temps de travail à l'approche de la retraite. Au delà de la question de l'accompagnement des seniors, le mécénat présente un enjeu financier, puisqu'il permet de faire des gains fiscaux, d'améliorer l'ambiance générale entre les collaborateurs et de développer le sentiment d'appartenance à l'entreprise.

En savoir +

Actualité

Coupe du monde : Kylian Mbappé va reverser ses primes de match à une association

Le numéro 10 de l'Équipe de France, Kylian Mbappé, va reverser l'ensemble de ses primes de match durant la Coupe du Monde 2018 à l'association Premiers de Cordée. Ce don, qui pourrait atteindre 400 000 € en cas de victoire, aura de quoi réjouir l'association Premiers de Cordée, dédiée aux initiations sportives pour les enfants hospitalisés et à des actions de sensibilisation au handicap. Après la fin du tournoi, Kylian Mbappé compte aussi reverser ses primes perçues en Équipe de France à une association différente à chaque match. Le montant s'élève actuellement à 20 000 euros par rencontre. Une bonne action qui fait écho à l'initiative du joueur espagnol Juan Mata qui a lancé le mouvement Common Goal. "Un mouvement dans lequel les joueurs promettent 1 % de leur salaire à un fond collectif qui soutient des organismes de bienfaisance du football dans le monde entier", a expliqué le joueur, qui s'est lui-même engagé à verser 1 % de ses 7,8 millions d'euros de revenus annuels. Une cinquantaine de joueurs et joueuses ont déjà rejoint l'initiative.



En savoir +

Sources

Slate -13/06/18 - <http://www.slate.fr/story/163124/prejuges-inconscients-empecher-femmes-postuler-offre-emploi>

Nelly Nusbaum – e-rse.net – 29/06/18 - <https://e-rse.net/culture-inclusive-en-entreprise-pfizer-270598/#gs.Eyh8YDk>

Christophe Frebou - paris-normandie.fr – 11/06/18 - <http://www.paris-normandie.fr/actualites/economie/l-industrie-comme-tremplin-a-la-reconversion-professionnelle-renault-sandouville-joue-le-jeu-BL13182892>

Anne Fairise et Sandrine Foulon – Alternatives économiques – 29/06/18 - <https://www.alternatives-economiques.fr/travailleurs-handicapes-lobligation-demploi-ne-suffit-plus/00085176>

Louis Adam - zdnet.fr – 15/06/18 - <https://www.zdnet.fr/actualites/coup-d-envoi-pour-le-kit-de-sensibilisation-au-risque-numerique-39869746.htm>

orse.org – juin 2018 - <https://www.orse.org/nos-travaux/rse-et-gouvernance-panorama-des-acteurs-de-la-transformation>

vie-publique.fr – 21/06/18 - <http://www.vie-publique.fr/actualite/dossier/securite-internet/protection-donnees-personnelles-que-contient-loi-du-20-juin-2018.html>

Béatrice Héraud – 29/06/18 – Novethic - <https://www.novethic.fr/actualite/entreprise-responsable/isr-rse/la-fonction-rse-presente-dans-toutes-les-entreprises-du-cac40-mais-dans-seulement-20-des-pme-145997.html>

juritravail.com – 20/06/18 - <https://www.juritravail.com/Actualite/contrat-apprentissage-employeur/ld/285854>

Caroline Gitton - Le Moniteur – 27/06/2028 - <https://www.lemoniteur.fr/article/la-prevention-champion-de-la-formation-chez-les-artistes-du-btp.1979629>

Concepcion Alvarez – Novethic – 24/06/18 - <https://www.novethic.fr/actualite/energie/mobilite-durable/isr-rse/le-chiffre-70-de-cyclistes-en-plus-dans-les-entreprises-qui-offrent-une-indemnite-kilometrique-velo-145973.html>

RTL – 24/06/2018 - <http://www.rtl.fr/actu/debats-societe/pollution-lumineuse-les-commerces-doivent-eteindre-leurs-lumieres-la-nuit-7793962970>

Sophie Fabrégat - actu-environnement.com – 25/06/18 - <https://www.actu-environnement.com/ae/news/plan-ambition-bio-agriculture-biologique-31547.php4>

20 minutes – 27/06/18 - <https://www.20minutes.fr/planete/2297811-20180627-constitution-preservation-environnement-biodiversite-inscrits-premier-article>

Concepcion Alvarez – Novethic – 18/06/18 - <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/limiter-le-rechauffement-a-1-5-c-serait-bon-pour-90-de-la-population-mondiale-145883.html>

Laurène Rimondi – Le nouvel économiste – 14/06/18 - <https://www.lenouveleconomiste.fr/lesdossiers/mecenat-de-competences-pour-les-seniors-la-retraite-en-douceur-63742/>

Marina Fabre – Novethic – 30/06/18 - <https://www.novethic.fr/actualite/social/consommation/isr-rse/coupe-du-monde-mbappe-va-reverser-ses-primes-de-match-a-une-association-146008.html>



THE ADECCO GROUP

360 RSE



www.groupe-adecco.fr/rse